

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Conserver la sécurité alimentaire, maintenir l'agriculture

La prestation sociale de l'agriculture en culture et en politique

Interview de Walter Willener, Président de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse)



Walter Willener
(photo thk)

thk. Le problème de l'avenir de l'agriculture, en Suisse surtout, n'est pas seulement une question de sécurité alimentaire, de rentabilité ou d'écologie. L'agriculture a avant tout aussi une importance pour la politique étatique. Le système politique de la Suisse, sa démocratie directe qui se manifeste au niveau de la commune, du canton et de la Confédération – de paire avec un fédéralisme en filigrane – a ses racines dans une société campagnarde et paysanne. C'étaient des paysans qui se sont organisés en coopératives et dont la manière de s'organiser est à la base de l'autonomie communale et donc de la démocratie directe suisse. Ce point de vue donne à la politique agricole et à son développement une importance particulière. Les déclarations du président de l'ASSAF-Suisse (Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort) mettent également l'accent sur cet aspect.

Horizons et débats: Monsieur Willener, vous êtes président de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) pouvez-vous dire quelques mots sur l'histoire de cette organisation?

Walter Willener: L'organisation agricole romande AGORA, dont je suis le directeur, s'est rapidement rendue compte, après la présentation par le Conseil fédéral de l'idée d'un traité de libre-échange avec l'UE, que cela ne pouvait pas se faire de cette façon. Puis, au printemps 2008, notre Assemblée de délégués a pris les décisions suivantes:

1. Nous ne voulons pas d'un accord de libre-échange avec l'UE.
2. AGORA est chargée d'établir une structure qui réunit toutes les forces qui s'opposent au libre-échange.

Cela a pris du temps. Nous avons vite fait de réaliser qu'il fallait élaborer une structure pour toute la Suisse. En juin 2009, les contacts étaient établis et tout a été préparé pour pouvoir fonder en octobre 2009 l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) avec environ 25 membres collectifs venant des milieux agricoles, mais aussi d'autres milieux, comme par exemple les entreprises de transformation. Depuis nous sommes actifs et nous nous engageons clairement comme contrepoids à tous les milieux qui militent pour le libre-échange agricole. En moins d'un an, nous avons trouvé plus de 40 membres collectifs et un grand nombre de membres individuels. Le secteur des machines agricoles, l'entreprise de transformation *fenaco* et d'autres entreprises de transformation de produits agricoles se sont jointes à l'ASSAF jusqu'à aujourd'hui.

Quelles sont les conséquences directes du libre-échange avec l'UE pour notre agriculture?

Je vois plusieurs problèmes. L'agriculture productive est en danger. La pression des importations augmente, surtout suite aux produits bon marchés venant de l'étranger. Il y aura aussi plus de produits transformés qui traverseront nos frontières. La conséquence sera une baisse de la production. L'idée que les prix baisseront est une illusion. Depuis 1992



«L'enracinement dans la région, le paysan comme support de notre communauté et en fin de compte de notre système politique, le lien entre la campagne et la ville, qui est une des bases de notre Etat, tout cela se perdrait. Restons avec les pieds sur terre et empêchons ce développement.» (photo gbh)

les prix pour les producteurs sont en baisse. Le citoyen ne s'en rend pas compte. L'écart entre les coûts de production et les prix de vente est de plus en plus grand. Je vois un autre problème dans les coûts des salaires, la relation entre la Suisse et l'UE est de 2 à 1 à ce niveau. S'y ajoutent les coûts de construction des bâtiments et les coûts d'acquisition des machines, cela ne changera pas. Il faut continuer de compter avec les prix suisses, finalement nous vivons dans ce pays. Donc, les coûts pour l'agriculture ne diminuent pas. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) prévoit une baisse de revenu de 25 à 30%. L'Union suisse des paysans parle de 50%. Je crois que c'est réaliste. Mais disons que c'est probablement entre les deux, alors nous arrivons vers 40% ce qui n'est pas supportable pour les paysans.

Ne faut-il pas s'attendre à ce que les produits de base nécessaires à nourrir la population ne seront plus cultivés parce que ce n'est simplement plus rentable?

Oui, bien sûr. Nous le voyons avec les céréales panifiables. Une étude du professeur Lehmann de l'EPFZ montre que les céréales panifiables disparaîtront de Suisse et qu'ils seront remplacés par des importations. Ils doivent encore être transformés et avec la concurrence de l'UE et la grandeur de nos entreprises et leurs structures, les coûts seront trop élevés. Nous ne pouvons pas tenir le coup.

Avec les légumes nous aurons également de très grandes difficultés, ainsi qu'avec les fruits. Partout où il faut du travail intensif, il n'est pas possible de rester concurrentiel.

Cela aura naturellement des conséquences néfastes pour la sécurité alimentaire et nous conduira dans une grande dépendance.

Peut-on alors dire que les accords internationaux avec l'OMC et le libre-échange avec l'UE détruiront notre agriculture à long terme?

Oui, ces accords ont des répercussions directes sur l'agriculture. Une ouverture des

frontières a toujours des conséquences. Pour l'exportation de machines par exemple, il faudra laisser entrer en contrepartie des produits alimentaires. Là, il faut trouver un équilibre. Jusqu'à présent nous avons assez bien su manier ce danger. Nous avons des accords avec la Chine, la Russie, le Japon, le Canada, etc. Avec l'UE ce serait beaucoup plus grave, à cause de la proximité et du grand potentiel, la pression augmenterait, ce serait inévitable. Les deux nouveaux grands distributeurs allemands *Lidl* et *Aldi* vendent jusqu'à présent des produits suisses. C'est certainement positif. Ce sont avant tout des produits frais. Mais avec l'ouverture des frontières, ils se procureront des produits bon marchés de l'UE.

Vous avez parlé du Japon et du Canada, pourquoi cela n'est-il pas un problème?

Le Japon produit du riz, cela n'existe pas chez nous en Suisse. De ce point de vue ce n'est pas un problème. Du Canada provient avant tout le blé dur pour la production de pâtes et de biscuits. Là, nous sommes traditionnellement des importateurs. Nous n'avons pas une grande tradition dans la culture du blé dur en Suisse.

Quelle est la relation entre le libre-échange et la sécurité alimentaire?

Mauvaise, c'est ça le grand problème. En ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire nous sommes actuellement déjà en dessous de 60%. Nous sommes le pays qui importe le plus de produits alimentaires par habitant, avec 1500 francs par habitant, c'est le record mondial. Il est clair qu'avec l'ouverture de la frontière et avec le libre-échange ce pourcentage diminuera encore. Cela veut dire qu'à l'avenir nous dépendrons encore plus de l'étranger et nous savons aussi qu'il y aura encore davantage de spéculation sur les denrées alimentaires. Nous avons vu il y a deux, trois ans comment la spéculation a fait monter les prix. A l'échelle mondiale nous observons l'achat de terres en Afrique par les Etats riches du Golfe, par la Chine, la Corée et

d'autres pays. C'est un phénomène qui m'inquiète beaucoup, car ces Etats le font pour assurer leur propre approvisionnement en cas de crises alimentaires mondiales. Tant qu'il n'y a pas de crise, ces produits sont vendus sur le marché mondial et accélèrent la spéculation. De l'autre côté c'est un problème moral et éthique. Qu'est-ce que cela signifie pour les gens qui vivent dans ces pays qui vendent leurs terres à des Etats étrangers? Cela ne semble pas déranger l'OMC, pas le moins du monde. La libéralisation dans l'agriculture était pour ainsi dire en vogue et l'économie l'a approuvé. Actuellement, cette tendance n'a pas encore changé mais nous nous trouvons aujourd'hui à la limite de ce système et il y aura un changement. Cela ne veut pas dire que l'on doit construire une barrière autour de la Suisse, mais nous devons entamer une discussion sur la souveraineté alimentaire et une politique agricole autonome. Que le Parlement ait déjà approuvé cela est un bon signe, même si les pas concrets restent à faire. Mais les citoyens jouent aussi un rôle important, je suis optimiste de ce côté. Les partisans du libre-échange devraient peu à peu reconnaître la catastrophe que cela a causée sur les marchés financiers et chez les banques. Depuis la crise bancaire, on entend plus beaucoup parler des adeptes purs et durs du libéralisme, comme par exemple d'*Avenir Suisse*.

Dans quelle mesure l'agriculture pourrait-elle contribuer encore plus à la sécurité alimentaire?

On pourrait bien augmenter encore un peu. Dans la stratégie de qualité nous devons absolument garder nos standards. L'agriculture est très exigeante. On pourrait encore plus sensibiliser le citoyen aux produits suisses. Une collaboration accrue avec les organisations de consommateurs serait avantageuse, avec une bonne coopération on pourrait atteindre d'avantage.

Dans la production, l'agriculture suisse est très bonne. Nous pourrions encore en faire plus dans le secteur de la viande et contribuer ainsi à l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire. Dans la transformation des produits agricoles beaucoup de plus-value se perd, là aussi nous pourrions nous améliorer.

Comment serait-ce possible avec tout le travail que nécessite une exploitation agricole? Une possibilité est la vente directe, mais ce n'est bien sûr pas possible pour tout paysan. Un agriculteur dans le Lötschental, où il n'y a que peu d'habitants, n'a aucune chance de le faire. Mais quelqu'un dans la région bernoise a une autre position de départ.

Les entreprises de transformation devraient être d'avantage aux mains des agriculteurs ou bien la plus-value gagnée devrait revenir d'avantage aux paysans. La commercialisation est en réalité une profession pour soi, mais les paysans devraient envisager d'y participer.

Revenons encore une fois à l'OMC. Il est évident que ce n'est pas la bonne voie, mais le commerce entre les Etats est nécessaire. Quelle forme pourrait on imaginer?

A mon avis les débats au sein de l'OMC lors de la Conférence de Doha de 2001/2002 ont débutés dans un contexte économique tout à fait différent. Les principes de la libéralisation, de l'ouverture des frontières et de la réduction des droits de douane étaient au pre-

Accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne: un NON de raison

hd. L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) fut fondée il y a environ un an. Il s'agit d'une association d'organisations agricoles, d'entreprises de transformation de produits agricoles et de producteurs de machines. Le but principal de cette organisation est d'empêcher le libre-échange dans le secteur agricole, ainsi que défendre et préserver la sécurité et la souveraineté alimentaires. Sur le site internet: www.assaf-suisse.ch, on trouve différentes informations quant à ses activités ainsi que l'argumentaire dans son intégralité (publié en novembre 2009), dont Horizons et débats reproduit ci-dessous des extraits.

Le Conseil fédéral a ouvert en novembre 2008 des négociations avec l'UE en vue de la libéralisation totale des échanges agricoles entre la Suisse et l'Europe (ALEA). Un tel objectif est inacceptable, car:

L'«îlot de cherté helvétique» contre lequel prétend lutter le projet d'ALEA est un leurre. Si l'on considère le pouvoir d'achat des Suisses, parmi les meilleurs au niveau international, notre pays représente au contraire un «îlot de prospérité». Nous connaissons la part moyenne de dépenses des ménages consacrées à l'alimentation la plus faible d'Europe. Par ailleurs, les consommateurs actuels ne recherchent pas uniquement les prix les plus bas lors du choix de leur alimentation. Ces attributs supplémentaires (qualité, proximité, etc.) seraient fortement en danger en cas d'ALEA.

Les conséquences d'un ALEA seraient difficilement supportables pour une grande partie du secteur agroalimentaire suisse. En effet, les différentes projections font ressortir une diminution comprise entre un tiers et 50% du revenu de l'agriculture suisse. Par ricochet, l'existence de nombreuses PME situées en amont et en aval serait remise en question. Les différentes prestations auxquelles le peuple a, à de nombreuses reprises, montré son attachement (prestations écologiques, entretien du paysage, production de qualité, sécurité de l'approvisionnement) seraient en péril.

La Suisse doit rester un pays producteur de matières premières agricoles et de produits transformés et non uniquement de prestations écologiques et de produits hauts-de-gamme. Le mandat constitutionnel confié à l'agriculture est clair sur ce point-là.

Un tel accord doit donc être rejeté et ceci pour de nombreuses autres raisons développées ci-après.

«Îlot de cherté helvétique»

Un mythe à oublier

La lutte contre le prétendu «îlot de cherté helvétique» est devenu ces dernières années le grand leitmotiv du Département fédéral de l'économie. L'existence même d'une Suisse trop chère est cependant à relativiser. En effet, l'important n'est pas tant le niveau des prix à la consommation que le pouvoir d'achat des consommateurs. Hors, celui-ci est plus élevé en Suisse que chez nos voisins. Par ailleurs, il est important de rappeler que le Danemark, pourtant membre de l'UE depuis de nombreuses années, possède un niveau des prix comparable voire supérieur à celui de la Suisse (SECO, le 3 avril 2008). Enfin, une pression sur les prix signifie une pression sur les revenus des entreprises donc sur les salaires des employés. Un gain à court terme du pouvoir d'achat pourrait donc se transformer en diminution sur le long terme.

Rien à gagner pour les consommateurs

Les consommateurs ne bénéficient pas des efforts consentis ces dernières années par les producteurs agricoles. Ainsi, alors que les prix à la production ont baissé de 25% entre 1990 et 2006, les prix à la consommation des denrées alimentaires ont eux augmentés de 10%. Cette récupération de l'entier des marges par la grande distribution est due à la concentration extrême du secteur (duopole Migros-Coop). La promesse de baisse des prix à la consommation que font miroiter les partisans de l'ALEA risque donc fort bien de se transformer en miroir aux alouettes. Avant d'exiger une diminution drastique du revenu des agri-

culteurs, le DFE devrait en priorité s'assurer par l'intermédiaire de la Comco de l'existence d'une concurrence saine débarrassée des rapports de force actuels.

Dans son rapport de mars 2008 consacré aux résultats de l'exploration en vue d'un éventuel ALEA, le gouvernement reconnaît d'ailleurs que, même en cas d'ouverture des frontières, «les grands distributeurs suisses devraient continuer d'imposer aux consommateurs [...] des prix nettement supérieurs à ceux des produits vendus par les concurrents étrangers». Un certain nombre de raisons à ceci sont données. Il s'agit entre autre de la densité des magasins, de la structure de la demande ainsi que d'un protectionnisme de fait, notamment dû à un certain nombre de normes légales. La grande distribution se voit donc dispensée des efforts de rationalisation exigés des agriculteurs et pourra au contraire en profiter pour augmenter ses marges.

Concurrence et croissance économique

Une économie déjà largement ouverte au commerce agricole mondiale

Selon les partisans de l'ALEA, le secteur agroalimentaire helvétique serait protégé de la concurrence et par conséquent insuffisamment productif. Cette vision ne correspond cependant pas à la réalité. La Suisse est extrêmement ouverte à l'extérieur en ce qui concerne la production agricole. Ainsi, en 2007, le total des importations agricoles a représenté 11,3 milliards de francs contre 6,5 milliards pour les exportations. Rapportées à la population, les importations représentent environ 1500 francs par habitant. Par comparaison, l'Union européenne importe pour 115 milliards de francs de produits agricoles, soit moins de 250 francs par habitant. La Suisse est donc loin d'être une forteresse imperméable au commerce agricole mondial.

Perspectives de croissance aléatoires

L'augmentation du PIB qui nous est promise n'est pas assurée. En effet, les différentes mesures prises ou en voie d'être adoptées par le DFE pour faire baisser les prix en Suisse pourraient également représenter un risque à long terme. Ainsi, le danger existe qu'une baisse des marges entraîne une diminution des salaires. Le pas suivant serait alors l'entrée du pays en déflation avec toutes les conséquences néfastes que cela comporte (ralentissement de l'investissement, contraction de la consommation, baisse de la production, augmentation de la dette). Par ailleurs, il ne faut pas oublier que si l'argent potentiellement économisé par les consommateurs grâce à l'importation de produits étrangers bon marché est investi dans l'achat d'autres produits importés, le gain serait inexistant au niveau de la croissance de l'économie suisse.

Politique extérieure de la Confédération

Risques collatéraux importants

Certains accords de libre-échange signé par la Confédération par l'intermédiaire de l'AELE contiennent une clause spéciale prévoyant que les Etats de l'AELE accordent au pays signataire «un traitement non moins favorable que [celui] accordé à la Communauté européenne.» En clair, une libéralisation totale des échanges agricoles avec l'UE ouvrirait également les frontières vis-à-vis de ces pays-là et cette fois-ci sans l'ouverture réciproque en contrepartie. Une telle clause existe principalement avec les pays de la Méditerranée mais également vis-à-vis d'un gros producteur agricole comme le Canada. La chute éventuelle du prix à la production en dessous du niveau des prix européens n'est donc pas à exclure.

De leur côté, les règles de l'OMC prévoient le principe de non-discrimination des pays tiers. En accordant un accès illimité à son marché pour un partenaire particulier, la Confédération contreviendrait à cette obligation, notamment pour les produits où des pays tiers représentent une part importante des importations. Une étude de l'Institut d'économie rurale de l'EPFZ consacrée à la viande a montré que, si un ALEA était positif du point de vue des échanges lorsque le secteur est pris dans son ensemble, les productions bovines et ovines seraient plus problématiques. En effet, pour ces

productions, l'augmentation des échanges internationaux consécutive à un ALEA serait plus faible que les effets de distorsion du commerce mondial engendrés par le droit préférentiel accordé à l'UE. Afin d'éviter de voir leurs exportations préteritées, certains Etats tiers seraient alors en droit d'exiger des concessions, probablement une augmentation des contingents d'importation, et, sur ce point-là, la Suisse n'obtiendrait aucune contrepartie.

Politique agricole et stratégie alimentaire

Pas de baisse conséquente des coûts de production

Contrairement aux promesses de nombreux partisans, un ALEA ne ferait que peu baisser les coûts de production. Ainsi, l'Institut d'économie rurale de l'EPFZ prévoit au mieux une stabilisation des coûts en cas d'ALEA. Quant aux charges pouvant réellement baisser, les fourrages notamment, la diminution serait presque exclusivement portée par les producteurs eux-mêmes par l'intermédiaire d'une baisse du prix des céréales.

Pertes à l'interne non compensées par les exportations

Le Conseil fédéral prévoit de compenser la diminution des parts de marché à l'interne par l'exportation de produits à haute valeur ajoutée. Pourtant, le libre-accès au marché européen est loin de garantir un écoulement conséquent auprès des consommateurs européens. En effet, le contingent hors taxe de 2000 tonnes de viande dont la Suisse bénéficie déjà à l'heure actuelle n'est que peu utilisé. L'exemple des fromages n'est pas à lui seul représentatif puisque ceux-ci connaissent déjà d'une longue tradition exportatrice avant l'ouverture des frontières. Par ailleurs, rappelons que le secteur des fromages bénéficie d'une prime lui permettant d'être compétitif à l'exportation. Il est donc illusoire de croire que nous allons inonder le marché européen avec nos spécialités.

De plus, il faut se souvenir que les produits de haute qualité représentent une production de niche. Ils ne pourront jamais être la solution pour l'ensemble des exploitations helvétiques. L'agriculture suisse n'a pas pour vocation de produire uniquement du haut de gamme, le mandat constitutionnel est très clair sur ce point-là. Par ailleurs, il faut cesser de croire que la Suisse est meilleure que les autres. L'UE produit également des produits de très bonne qualité et les consommateurs européens sont loin d'attendre impatiemment l'arrivée des produits suisses.

Chute de la production et du taux d'auto-provisionnement

Une ouverture des frontières ferait diminuer la production indigène et ainsi chuter le taux d'auto-provisionnement du pays alors que celui-ci est aujourd'hui déjà inférieur à 60%. Le mandat constitutionnel prévoyant que l'agriculture «contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population» nécessiterait donc une forte hausse des paiements directs que la Confédération n'aura probablement ni les moyens ni la volonté de réaliser.

Concurrence à géométrie variable

L'application de la législation helvétique par la Commission de la concurrence est pour le moins problématique. En effet, d'un côté, elle interdit certains accords sur les prix internes à la branche, par exemple au niveau des interprofessions, mais de l'autre autorise une concentration toujours plus marquée du commerce de détail. Cette concentration renforce la position des grands distributeurs face aux agriculteurs. Du point de vue de la production, un ALEA ne résoudrait absolument pas ce problème. Il faut même plutôt craindre que les distributeurs profitent de l'ouverture des frontières pour s'approvisionner en masse à l'étranger et ainsi pouvoir augmenter la pression sur les producteurs suisses.

Régulation nécessaire du commerce alimentaire

Ces dernières années, les marchés des matières premières ont connu une très forte volatilité,

volatilité amplifiée par l'entrée en jeu de spéculateurs dans ces marchés spécifiques. Ceci a notamment débouché sur les émeutes de la faim que nous avons connues en 2008. Même si la Suisse est restée en dehors de telles extrémités, notamment grâce à nos moyens financiers mais également à notre système de protection à la frontière, il faut veiller à maintenir un minimum de souveraineté alimentaire afin de pouvoir faire face aux différentes crises. Dans un pays connaissant à l'heure actuelle un taux d'auto-provisionnement déjà inférieur à 60%, ces perturbations sur les marchés agricoles doivent faire réfléchir et montrer l'importance d'une certaine régulation. Alors que des pays tels que la Chine ou les monarchies du Golfe rachètent de plus en plus de terres agricoles dans les pays du Sud, phénomène dénoncé entre autre par *Olivier de Schutter*, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, la Suisse ne peut pas se permettre de dépendre presque uniquement du commerce mondial pour assurer son approvisionnement.

Industrie agroalimentaire helvétique en danger

Une partie de l'industrie de transformation indigène n'est pas intéressée par la conquête des marchés d'exportation mais a pour vocation de fournir le marché suisse en produits de qualité. Ces entreprises, qui seraient durement touchées par une ouverture des frontières, représentent une part non négligeable du tissu industriel helvétique et ne peuvent donc pas être ignorées.

Par ailleurs, les entreprises de transformation ne pourront pas se battre d'égal à égal avec leurs concurrentes européennes. En effet, elles ne bénéficient pas des mêmes conditions cadre, notamment au niveau des coûts de main-d'œuvre. En plus, l'Union européenne offre des soutiens aux investissements nettement plus élevés que ce que peuvent espérer les entreprises helvétiques. Enfin, dans de nombreux secteurs, il sera tout simplement impossible de régater avec la concurrence étrangère pour des questions d'échelles. Par exemple, même s'il n'y avait qu'une seule sucrerie en Suisse, celle-ci serait bien plus petite que nombre d'établissements ailleurs en Europe.

Pour terminer, il faut rappeler que l'industrie de transformation profite également d'une structure de production fonctionnelle ainsi que de l'image porteuse de la Suisse (paysage préservé notamment). Ceci lui offre des arguments pour négocier avec les distributeurs à l'étranger.

Politique interne

Non-sens écologique

La Suisse tente depuis des années de se profiler en tant que pays où il fait bon vivre et particulièrement respectueux de l'environnement. La conclusion d'un ALEA représenterait un virage à 180 degrés par rapport à cette vision puisqu'une baisse des prix obligerait les agriculteurs à rationaliser la production. Ceci conduirait à l'agriculture concentrée et «industrielle» dont précisément la population ne veut pas. Par ailleurs, une augmentation des importations signifie également une augmentation du trafic des marchandises, des bouchons sur la route et des rejets de CO₂. Alors que nous savons déjà que les objectifs de Kyoto seront difficiles à remplir, vaut-il la peine d'en rajouter?

Dangereuse perte de souveraineté

En concluant un ALEA, la Suisse perdrait une bonne partie de sa souveraineté au niveau de la politique agricole et des législations qui y sont liées. Ainsi, dans son communiqué de presse du 4 novembre 2008 concernant l'ouverture des négociations, la Commission européenne considère que «l'adoption de l'accord devrait constituer un point essentiel de l'accord à venir». Même s'il ne s'agit évidemment pas d'une reprise de la politique agricole commune (PAC), de telles intentions donnent une idée de la marge de manœuvre réelle laissée à la Confédération. La mise en consultation déjà évoquée de la nouvelle loi sur les denrées alimentaires n'est d'ailleurs pas de nature à rassurer.

Source: www.assaf-suisse.ch

«Conserver la sécurité alimentaire ...»

suite de la page 1

mier plan. Jusqu'à présent, il n'existe pas d'accords valables dans ces questions. Pour moi, la Conférence de Doha est morte. Il faut avoir le courage d'arrêter définitivement ces discussions. Pour le commerce mondial, nous avons besoin de certaines réglementations, notamment pour l'agriculture. Nous devrions initier une nouvelle conférence et inclure dans la discussion les trois principes suivants: l'économie, l'environnement et la question sociale.

Je ne suis pas socialiste, mais je trouve la question sociale très importante. Quand nous voyons comment certains pays non loin de chez nous, comme l'Italie ou l'Espagne, traitent la main-d'œuvre, spécialement dans le domaine de l'agriculture, alors je dis non, cela ne peut pas continuer ainsi. Là, nous avons besoin d'une solution et je ne comprends pas pourquoi la gauche insiste toujours sur le libre-échange et l'UE. Quand nous observons ce qui se passe au sein de l'OMC, et je le fais depuis 1993, de l'agriculture américaine, de l'UE, en Asie et en Afrique, le bilan en est une seule catastrophe, partout l'agriculture s'est détériorée et cela à cause de l'ouverture des marchés. Je n'ai jamais vu un bilan positif de l'OMC.

Vous venez de dire, que le libre-échange aura des conséquences catastrophiques sur l'agriculture dans notre pays. Vous pourriez donner des exemples concrets?

Avec l'ouverture des frontières, il y a le danger d'une agriculture à deux vitesses. La grandeur de l'exploitation n'est pas forcément décisive pour la maintenir. Nous avons aujourd'hui des grandes exploitations, au niveau suisse, qui ne vont pas bien du tout. Il y a des exploitations moyennes qui ont du succès. Nous avons aussi la combinaison avec une activité annexe, comme autre forme d'exploitation. C'est la situation actuelle. A l'avenir, d'un côté, il y aura les exploitations intensives, orientés uniquement vers la production, qui produisent essentiellement du lait ou de la viande, soit une production animale. C'est avant tout le cas en plaine. La question de l'environnement et des paiements directs n'a pas d'importance pour ces exploitations, ils veulent tout simplement produire, le prix n'est pas décisif, c'est la quantité qui compte.

De l'autre côté, il y aura des exploitations extensives, c'est-à-dire avec moins de main-d'œuvre – c'est un facteur de coûts – ils préfèrent avant tout l'élevage de vaches nourrices. Le travail est fait par d'autres et on essaiera d'optimiser les paiements directs. Selon la forme de l'exploitation, on peut obtenir des paiements pour l'environnement. Dans ces exploitations, la production ne sera plus essentielle. C'est un grand danger, avant tout dans les régions de montagne. Si on veut y travailler de façon intensive la charge est très grande et cela finira par la situation suivante: travail minimal, paiements directs maximaux. Cela comporte un certain danger. Les deux variantes ne sont pas bonnes, ni l'agriculture intensive ni extensive, mais ce serait le résultat de cette politique agricole mondialisée.

Les exploitations intensives sont gérées comme des entreprises. L'entreprise familiale n'y aura plus de place. La pression financière est grande.

Pour les exploitations extensives l'esprit de l'agriculture disparaîtra également, car ce sont pour la plupart des fermes avec une activité annexe qui ne génèrent plus le revenu principal. Ainsi, on perdrait beaucoup de l'essence des exploitations familiales suisses. Nous en avons actuellement déjà perdu une bonne partie. Les prestations sociales de l'agriculture dans la culture et dans la politique disparaîtront complètement. L'enracinement dans la région, le paysan comme support de notre communauté et en fin de compte de notre système politique, le lien entre la campagne et la ville, qui est une des bases de notre Etat, tout cela se perdrait. Restons avec les pieds sur terre et empêchons ce développement.

Monsieur Willener nous vous remercions de cet entretien.

(Traduction Horizons et débats)

Comment l'Allemagne peut-elle surmonter la crise sociale et la crise de sens?

par Eberhard Hamer, *Mittelstandsinstitut de Hanovre*

La survenue de la crise financière a surpris la plupart des gens. Et aujourd'hui encore, l'importance de cette crise échappe au plus grand nombre.

Il se trouve que quelque 50 experts de mon Institut avaient publié, en 2002 déjà, une étude intitulée «Qu'arrivera-t-il si la crise se produit?», ouvrage dont les milieux dominants des banquiers, des politiques, des journalistes et malheureusement aussi de mes collègues scientifiques s'étaient moqués et qu'ils avaient jugé absurde. Or ce que nous avions analysé se réalise de plus en plus.

La crise financière était inévitable

La crise financière actuelle était non seulement prévisible mais inévitable car au cours des 30 dernières années, face à une multiplication par quatre de l'économie réelle, la masse de dollars a été multipliée par quarante, si bien qu'est apparue une gigantesque bulle financière faite d'une surabondance de monnaie nouvellement créée, d'investissements surévalués, de crédits accordés à la légère, voire de produits financiers spéculatifs criminels. Cela a été possible parce que la Réserve fédérale est une banque privée ayant le droit d'émettre de la monnaie et qu'elle a été utilisée par ses propriétaires comme une poule aux œufs d'or pour créer sans retenue de la monnaie. Sous prétexte de globalisation, cet argent a été injecté dans le monde entier parce que les propriétaires ont acheté avec cet argent des matières premières et des valeurs dans le monde entier, ont alimenté des Etats, mené des guerres, acheté des secteurs entiers du marché, avant tout ceux des matières premières et de l'industrie et ont également forcé les banques centrales étrangères à investir leurs réserves monétaires en dollars pourris.

Cette surabondance de dollars a créé dans le monde une prospérité illusoire. On voulait s'enrichir rapidement plutôt par la spéculation

que par le travail. Des couches de population de plus en plus importantes ont participé à des produits financiers si bien que les cours en Bourse n'ont cessé de monter, que des milliers de fonds pourris ont écoulé très rapidement leurs certificats et que les banques ont effectué des investissements toujours plus risqués représentant jusqu'à 800 fois leur capital propre.

L'effondrement de cette orgie financière n'était plus qu'une question de temps, mais on se moquait de ceux qui le disaient, on les calomniait. Ce n'est que maintenant que notre ouvrage, ridiculisé pendant cinq ans, est devenu un best-seller.

L'orgie financière a commencé aux Etats-Unis et c'est là également qu'a commencé l'effondrement. Lorsque les maisons financées jusqu'à 120% de leur prix d'achat n'ont plus trouvé preneur, que leur prix a baissé, la première crise hypothécaire est survenue qui a été suivie de la deuxième crise des cartes de crédit aux Etats-Unis. Les consommateurs pouvaient posséder 20 cartes de crédits différentes et avoir sur chacune d'elles un découvert de 2000 dollars. Des crédits à hauteur de presque 90 milliards de dollars ont également été accordés dans le monde entier, bénéficiant des meilleures notes des agences de notation américaines. Et maintenant, on s'attend à la troisième crise de produits dérivés, dix fois plus importante: l'effondrement d'opérations spéculatives financées par le crédit dont des banques sans scrupules ont inondé le monde. La crise est ainsi devenue une crise financière mondiale.

Conséquences d'une déflation

La contraction de la bulle monétaire s'appelle déflation. La masse monétaire démesurément enflée par les produits financiers sans couverture et les spéculations financières doit être réduite afin que les flux financiers et les flux de biens retrouvent l'équilibre.

De même que l'augmentation de la masse monétaire avait provoqué une prospérité illusoire, une réduction de la masse monétaire (déflation) va également entraîner une crise de l'économie réelle:

- L'effondrement des banques, des crédits et des investissements des banques entraîne une crise du crédit pour les entreprises.
- Quand les entreprises n'obtiennent plus de crédits ou se voient même résilier un crédit, elles ont des problèmes de liquidités, elles n'investissent plus, elles désinvestissent.
- Les capacités des entreprises diminuent: il en résulte des faillites, des licenciements, une diminution des commandes et une baisse des prix. Ce sont les entreprises les plus endettées qui doivent fermer les premières. Les salaires diminuent, le chômage augmente.

Lors de la première crise économique mondiale, presque un tiers des entreprises ont disparu, les salaires ont baissé d'un quart en moyenne et tous les pays industrialisés ont connu un chômage de masse. C'est ce qui nous menace de nouveau.

Les finances publiques sont touchées

La déflation et la crise économique sont ressenties comme une catastrophe par les politiques pris de cours, par l'économie et les syndicats. Et les crises financières ne touchent pas seulement l'économie réelle mais également les finances publiques: la baisse des chiffres d'affaires et des profits ainsi que la réduction du nombre d'emplois entraînent une diminution des recettes fiscales et des charges sociales, si bien que les Etats ont des problèmes financiers et que les assurances sociales sont menacées dans leur existence, d'autant plus que non seulement leurs recettes diminuent mais que leurs dépenses augmentent.

Suite page 4

Le plan de sauvetage de l'euro décidé par Bruxelles ne sauve pas l'Union monétaire

Notre peuple avait reçu l'assurance d'un euro et d'une Union européenne stables. La clause de *no bail out* [pas de renflouement] devait barrer la route à une Union de responsabilité collective et de transferts. Il est interdit à l'UE ou à un de ses membres de répondre des dettes d'un Etat membre. En 1998, Jean-Claude Juncker, président permanent de l'Eurogroupe, a déclaré, pour répondre à des craintes concernant d'éventuels contournements de ce principe: «Les transferts sont aussi absurdes qu'une famine en Bavière.» Or les crédits accordés à la Grèce sont de tels transferts financiers. Chacun sait que la Grèce ne pourra pas rembourser ses dettes.

Après que les pays de la zone euro aient adopté le principe de l'aide à la Grèce, un plan de sauvetage de 750 milliards a été décidé de manière tout à fait surprenante, plan auquel l'Allemagne apportera la plus importante contribution. Nous autres citoyens n'en avons pas été informés. Nous ne savons pas qui, à Bruxelles, a joué le rôle déterminant dans cette décision.

Afin d'organiser la collecte et la distribution de l'aide, une société ad hoc de droit privé luxembourgeois a été créée. Lorsque, les 19 et 21 mai, le Bundestag a adopté le plan de sauvetage, aucun député, pas même le gouvernement fédéral, ne savait sur quoi on avait voté. L'accord sur la société ad hoc n'a été signé que le 7 juin devant un notaire luxembourgeois.

La Chancelière a contraint le Président fédéral de signer dans un délai de quelques heures cette seconde loi d'exception. Il n'a pas pu en examiner la conformité à la Constitution, comme il en aurait eu le devoir. Un gouvernement ne doit pas, à propos d'une question aussi existentielle, traiter le chef de l'Etat d'une manière aussi cavalière.

Cette façon de faire mènera l'Allemagne et l'Europe à la ruine. Les «aides» ne réduisent pas la dette des Etats concernés mais donnent satisfaction à leurs créanciers et constituent des manœuvres dilatoires. Au sein de la zone euro, et également en Allemagne, le fossé entre la croissance économique et l'augmentation de l'endettement ne cesse de se creuser. La part des dettes publiques et privées par rapport au PIB augmente d'année en année. L'augmentation de la masse monétaire – la Banque centrale européenne y contribue en achetant en masse des emprunts d'Etat, ce qui est contraire au Traité de l'UE – ne couvre qu'une partie de plus en plus faible de la croissance réelle des biens et des services. Les citoyens craignent que l'inflation ne les prive de leurs économies.

Le gouvernement fédéral détruit ce qu'il veut conserver. La nouvelle union de responsabilité des pays de la zone euro ne constitue pas seulement une grave violation du droit. C'est une tentative cynique de retirer aux peuples d'Europe leur souveraineté et leur démocratie. Le délabrement de la valeur de la monnaie et des finances publiques est contraire aux fondements des constitutions européennes. L'Europe n'est pas au-dessus de ces valeurs, elle en vit. Les politiques anéantissent cette Europe européenne, ses racines, sa culture et ses forces économiques. Ils mettent en jeu l'avenir des générations futures.

Lancer cet investissement n'est pas exagérer, ce n'est pas retomber dans un nationalisme dépassé. C'est revenir à la raison pratique et à la responsabilité éthique. Toutes les deux présupposent le réalisme. Comment une chancelière fédérale peut-elle prétendre que sa politique de sauvetage de l'euro «n'a pas d'alternative»? Comment son ministre des Finances peut-il lui parler de «budgets de rigueur» quand, face à ses économies annuelles de 8 à 10 milliards d'euros, il y a la contribution à la société ad hoc, financée par le crédit, qui représente 70% des recettes fiscales annuelles de l'Etat? Nous autres citoyens avons le droit de demander que le gouvernement fédéral respecte ce qu'il a promis sous serment, c'est-à-dire d'«écarter du peuple tout dommage».

Les soussignés ont remis à la Cour constitutionnelle fédérale un complément à leur plainte constitutionnelle du 7 mai 2010. Nous y montrons que les récentes décisions politiques de Bruxelles confirment et renforcent notre plainte. Le mépris à l'égard du Traité de Lisbonne, assimilable à un coup de main, viole des droits fondamentaux des citoyens garantis par la Constitution. Le ministre européen français Pierre Lellouche a exprimé sans ambages ce que les politiques dissimulent chez nous: «Nous avons effectivement modifié le Traité» qui non seulement interdit expressément la responsabilité financière pour les autres Etats membres mais devait protéger l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui est maintenant remise en cause.

Nous sommes certains que notre Cour suprême déclarera contraire à la Constitution ce putsch contre la démocratie parlementaire et la raison économique.

Wilhelm Hankel, Wilhelm Nölling,
Karl Albrecht Schachtschneider,
Dieter Spethmann, Joachim Starbatty

Texte paru le 7 juillet 2010
sous forme d'annonce dans la
«Frankfurter Allgemeine Zeitung»
(Traduction Horizons et débats)

«Comment l'Allemagne ...»

suite de la page 3

C'est pourquoi l'ex-ministre américain des finances *Paulson*, ancien chef de *Goldman Sachs* – grande banque américaine championne de la spéculation – et donc principal responsable de la création de produits financiers toxiques, a, après la faillite de cette banque, immédiatement essayé d'empêcher la réduction de la masse monétaire par des injections d'argent public afin de reporter les pertes de ses collègues «banksters» sur l'ensemble des contribuables. Sous la pression américaine, les gouvernements satellites ont commis la même erreur et se sont également endettés jusqu'au cou. Ainsi, la crise économique provoquera non seulement aux États-Unis, mais dans d'autres pays, dont l'Allemagne, des crises financières et des faillites d'Etat. Maintenant déjà, il apparaît que l'industrie financière a perdu confiance dans les monnaies, qu'elle fuit le dollar et s'attend, du moins aux États-Unis, à une inflation et à une réforme monétaire consécutive. Après la crise économique, la crise financière entraînera les crises étatiques que nous avons décrites dans notre ouvrage.

Résultat: la crise sociale

La crise économique et étatique conduit toujours à la crise sociale. Une partie des classes moyennes va s'appauvrir parce qu'elle a procédé à des investissements financiers au lieu d'investir dans des biens, parce qu'elle s'est trop lourdement endettée ou que ses entrepreneurs ne maîtrisent pas les stratégies défensives d'un marché en fléchissement. Ce recul des classes moyennes fait naître une société à deux classes, la classe supérieure et la classe inférieure. Et si la classe moyenne n'est plus assez forte pour défendre les libertés de la démocratie et de l'économie de marché, ces libertés s'effondreront elles aussi. Il sera intéressant de voir si et dans quelle mesure nous sauverons notre démocratie dans la crise. Il faut en tout cas s'attendre à ce que les politiques et les partis actuels soient rendus responsables de la crise et n'y survivent pas.

C'est surtout pour les classes inférieures que la crise économique et étatique est catastrophique. Le chômage de masse et l'insolvabilité des systèmes sociaux entraîneront un appauvrissement de ces classes tout particulièrement.

Et comment les retraités vont-ils réagir quand eux aussi s'appauvriront parce que leurs retraites seront diminuées ou dépréciées par l'inflation? Nous avons décrit et discuté toutes ces conséquences. Nous nous attendons à des troubles sociaux violents. Pendant trop longtemps, les politiques et les médias de notre pays ont promis à la population la prospérité et l'opulence générales sans travailler, ne l'ont pas informée sur les réformes nécessaires et lui ont menti en lui disant que ses retraites et ses prestations sociales étaient assurées. Elle sera surprise de ce qui lui arrive et pourrait ne pas agir comme le supposent ceux qui l'ont trompée.

De toute façon, cette crise détruit non seulement la prospérité illusoire et la sécurité illusoire sur lesquelles les hommes croyaient avoir fondé leur existence et le sens de leur vie:

- Les économies et les capitaux accumulés se volatilisent;
- Les revenus vont baisser dans tout le pays, y compris ceux de l'Etat;
- Les retraites légales seront réduites directement ou indirectement à la suite de l'inflation;
- Les prestations sociales seront, elles aussi, considérablement réduites. A l'avenir, il n'y aura sans doute plus de prestations sociales sans travail et sans cotisations versées toute la vie durant.

La majorité des individus vont devoir dire adieu à la prospérité et se rendre compte avec amertume que ce qui faisait jusqu'ici le but de leur vie, c'est-à-dire le bien-être matériel, s'est effondré et qu'ils ont vécu pour un fantôme qui s'évanouit.

Après la crise

Toute crise a un aspect positif: elle ne dure pas éternellement. La dernière a duré 5 ans. Les réformes nécessitées par la crise actuelle ne dureront guère plus longtemps, peut-être moins. Par conséquent, nous devons tenter,



«Lorsque l'on étudie les idées directrices des différentes époques historiques, on constate qu'il y a eu une alternance constante entre des valeurs dominantes matérielles d'une part et immatérielles, spirituelles ou religieuses d'autre part. [...] Par conséquent, notre mission est de formuler de nouvelles idées non matérialistes susceptibles d'apporter aux hommes le bonheur sans prospérité.»
(photo caro)

ces deux ou trois prochaines années, de la traverser en recourant à des stratégies défensives afin de pouvoir nous reconstruire par la suite.

Je n'ai pas l'intention de jouer les Cassandre mais je voudrais préparer les évolutions futures afin qu'on ne s'aveugle pas sur ce qui se passe mais que l'on réfléchisse à temps. Seuls ceux qui voient et acceptent un danger peuvent le surmonter.

Nous devons accepter la crise de sens impliquée par la crise économique et financière actuelle comme un défi qui dépasse notre intérêt personnel, défi qui a quelque chose à voir avec notre conception personnelle de la vie et les objectifs de notre société. Ma génération a vu les hommes de l'après-guerre chercher de nouveaux buts à la vie. A l'époque, nous avons assisté à un extraordinaire renouveau de piété, à la recherche d'une vie chrétienne.

Les Américains, à travers leurs médias manipulés, nous ont fait comprendre que les objectifs idéalistes étaient dépassés et que nous devions consacrer notre vie à la recherche du bien-être et des biens matériels. Nos élites ont abandonné les sciences humaines pour se tourner vers les disciplines économiques et techniques et ont réalisé le miracle économique.

Mais nous avons trop longtemps cru à la prospérité en tant qu'objectif de vie, même lorsque la prospérité authentique eut fait place de plus en plus à la prospérité illusoire. Cet objectif de recherche des biens matériels vole en éclats maintenant dans la crise. Les hommes verront qu'ils ont les mains vides et qu'ils ont adoré un faux dieu. Comme après 1945, ils vont chercher un nouveau sens à la vie, un sens plus satisfaisant. Aucune société ne peut vivre sans objectifs communs. Quand les anciens objectifs se sont révélés illusoire, on doit en trouver de nouveaux afin non seulement de donner un sens à sa vie mais une cohésion à la société et la faire avancer grâce à de nouveaux objectifs.

Quel est ce nouveau sens à donner à notre vie et à la société après l'effondrement de l'économie?

Nous ne le savons pas encore. 98% des Allemands ne voient pas encore la nécessité de trouver un nouveau sens à la vie parce que la crise et l'effondrement des anciennes valeurs matérielles ne sont pas encore entrées dans leur esprit. Nous sommes donc confrontés à deux questions décisives:

- Où trouver de nouveaux objectifs satisfaisants pour nous et notre société?
- De quels groupes sociaux pouvons-nous attendre le développement de nouvelles idées directrices?

Lorsque l'on étudie les idées directrices des différentes époques historiques, on constate qu'il y a eu une alternance constante entre des valeurs dominantes matérielles d'une part et immatérielles, spirituelles ou religieuses d'autre part. Songeons à la période gothique, à la Réforme, à l'âge classique, au romantisme ou aux différentes idéologies socialistes. Elles ont toutes recherché le bonheur des hommes dans la réalisation de buts religieux ou spirituels et non dans celle d'objectifs matériels.

Il est incontestable que les hommes peuvent être heureux dans leur foi, leur idée, dans la réalisation d'objectifs personnels comme la famille ou d'autres buts non matériels.

Quand on se sera rendu compte combien les objectifs matériels sont devenus minces et éphémères, on cherchera probablement la prochaine idée directrice dans des objectifs spirituels, religieux ou humanitaires. On considère même le bonheur des hommes plus fréquemment comme immatériel que comme matériel. Quiconque est en mesure de formuler ces idées nouvelles pourra, après l'effondrement du matérialisme, indiquer à notre société un nouveau sens de la vie et enthousiasmer les hommes pour un renouveau. Par conséquent, notre mission est de formuler de nouvelles idées non matérialistes susceptibles d'apporter aux hommes le bonheur sans prospérité.

Quand on se demande qui pourrait développer ces idées, on peut d'emblée écarter les grandes puissances mondiales: les États-Unis, parce qu'ils implosent dans cette crise, qu'ils vont perdre leur empire mondial et qu'en tant que pays exportateur du matérialisme, ils seront touchés davantage que d'autres pays. Quant à la Chine, elle ne se trouve qu'au début du matérialisme mais aucun revire-

ment spirituel ne se dessine. C'est pourquoi je suppose que les nouvelles idées pourraient venir avant tout des espaces culturels classiques d'Europe et d'Inde. D'Europe avant tout parce que, malgré toutes les tendances globalisatrices et centralistes, elle offre une diversité et des traditions culturelles uniques au monde.

Mais où sont en Europe les esprits qui réfléchissent à des idées nouvelles, au bonheur spirituel des hommes?

Autrefois, les idées neuves venaient des Eglises chrétiennes mais je doute qu'elles aient aujourd'hui la force de réaliser une nouvelle Réforme.

Dans la société féodale, les idées et les valeurs nouvelles venaient avant tout de la haute noblesse mais celle-ci a non seulement perdu sa fonction, mais sa force et son importance.

Restent les classes moyennes, en particulier les classes moyennes culturelles. C'est à elles que nous devons toutes les grandes idées des 200 dernières années. Que l'on songe à l'importance qu'ont eu les presbytères dans l'histoire culturelle, en littérature, en philosophie et en sciences. En tant que spécialiste de l'étude des classes moyennes, après les grandes réalisations des classes moyennes économiques, c'est-à-dire des entrepreneurs, au cours des 50 dernières années, je vois le retour des classes moyennes culturelles, celle des scientifiques, des enseignants, des artistes et des écrivains. De toutes les couches de la population, ce sont eux qui sont les plus proches des nouvelles idées spirituelles. Cependant, il faudrait qu'en Europe ces milieux culturels se détachent de l'emprise et de la manipulation globales des médias, encore axés sur le matérialisme, et qu'ils plongent spirituellement jusqu'aux racines de notre culture nationale. C'est en cela que consiste la mission de l'élite de notre peuple: chercher à sortir de la crise économique et du matérialisme en donnant aux hommes de nouveaux objectifs spirituels.

En tout cas, il vaudrait la peine que les esprits nobles fassent l'effort de s'atteler à cette tâche, qu'ils se rassemblent pour trouver de nouvelles idées génératrices de bonheur et acquérir un nouveau rôle.

Considérons la crise comme une chance. Beaucoup de choses s'effondrent mais il en résultera des choses nouvelles. Ce serait bien si, vers la fin de la crise, nous contribuons à provoquer une renaissance spirituelle et culturelle qui apporte aux hommes des idées pour un bonheur nouveau. •

(Traduction *Horizons et débats*)**Une démocratie de binationaux?**

La Suisse va-t-elle devenir de plus en plus une Mecque pour les citoyens allemands frustrés? Une chose est sûre du point de vue statistique: le passeport suisse est plus convoité que jamais: Chaque jour, dix Allemands adoptent la nationalité suisse (!). Depuis 2007, le nombre des Allemands ayant adopté la nationalité suisse a presque quadruplé. Et ce n'est pas tout: Ces Suisses de la dernière heure veulent participer au niveau politique: ces Allemands binationaux conquièrent des situations de cadres au sein de la politique suisse. «Que l'ex-ministre allemand des finances *Steinbrück* en soit remercié: C'est lui qui a attiré l'attention de beaucoup de ses concitoyens sur les multiples avantages de la Suisse par ses menaces d'envoyer la cavalerie allemande contre les Indiens suisses», nous confirme un citoyen allemand aisé qui vient de s'installer en Suisse, avec toutes les conséquences (visiblement positives) que cela suppose ...

Barbara Stiemerling est une représentante typique de tous les Allemands vivant depuis longtemps en Suisse et qui sont naturalisés. Aujourd'hui, elle dirige notamment le *Swiss German Club* de Suisse centrale (Lucerne). Elle a déclaré avec franchise: «Pour moi, le passeport suisse représente une identification complète avec ce pays et sa population.» Elle a pris sa décision lorsqu'elle a appris que, depuis 2007, les Allemands pouvaient obtenir le passeport suisse sans devoir rendre leur passeport allemand. Depuis, c'est la ruée des Allemands vers les bureaux fédéraux: le nombre de naturalisations a presque quadruplé depuis

2007. Cette année-là, 1290 Allemands ont obtenu la nationalité suisse; en 2009, ils étaient déjà 3969, dix par jour. Et cet enthousiasme pour le passeport suisse perdure: au premier trimestre de cette année, 952 Allemands déjà sont devenus des Suisses fiers de l'être, encore 16% de plus comparé à la même époque de l'année précédente. Et selon les bureaux fédéraux des passeports, cette tendance est à la hausse.

Encore plus intéressante est la tendance pour ces nouveaux citoyens suisses à prendre une part de plus en plus active à la politique de leur patrie d'élection. Dans tous les grands partis, des citoyens à double nationalité s'engagent au niveau de la base et lors des élections. Ils occupent de plus en plus des positions de leaders dans les partis. Ainsi, la présidente du *FDP international*, *Annette Schömmel*, est Allemande de naissance. De même, la vice-présidente des *Verts*, *Aline Grede*, a la double nationalité. «La nationalité ne pose pas de problème chez les *Verts*», confirme *Mirjam Behrens*, co-secrétaire générale des *Verts* et Allemande, encore sans passeport suisse. «Les Allemands apportent parfois un souffle nouveau à la politique suisse par leur approche souvent musclée des questions.» Pour Behrens, il est probable que tôt ou tard, il y aura parmi les conseillers nationaux et même fédéraux des hommes et femmes avec des racines allemandes! •

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* n° 1253 du 10/6/2010(Traduction *Horizons et débats*)

Redonner à l'homme un travail et un sens à sa vie

Il faut résoudre le problème du chômage de masse

par Karl Müller

Lorsque Hans-Peter Martin et Harald Schumann publièrent en 1997 leur livre intitulé «Le piège de la mondialisation – l'agression contre la prospérité et la démocratie.» (Editions Actes Sud/Solin, ISBN 978-2-7427-1260-1) dans lequel ils reproduisaient les thèses de dirigeants d'entreprises réputés qui prévoyaient l'avènement de la «Société 20/80»,* la plupart des intéressés estimèrent qu'il s'agissait d'une énorme exagération. Prétendre que la mondialisation, accompagnée de la dérégulation des marchés et de la ruineuse concurrence basée sur la baisse des coûts, provoquerait un chômage de masse consolidé dans les pays industrialisés ne se prêtait guère à l'euphorie de la globalisation des années quatre-vingt-dix.

Entre-temps, 13 ans ont passé et le développement des événements a donné raison aux deux auteurs. Les pays industrialisés, dans lesquels on table uniquement sur le rendement maximum pour les actionnaires, des salaires astronomiques pour les dirigeants et des coûts minimes pour les travailleurs – les Etats-Unis et de nombreux pays de l'Union européenne en sont des exemples marquants – affrontent un chômage de masse structurel et fondamental.

C'est une erreur d'axer l'économie sur les exportations

Les pays qui ont tout mis sur les excédents d'exportations, les prenant pour un moteur de croissance – qui ont donc violé le principe d'Adam Smith qu'une économie nationale libérale ne peut être saine que dans la mesure où l'offre des biens et des services se mesure à un pouvoir d'achat adéquat dans le pays – se sont engagés sur une fausse voie. L'Allemagne en est un exemple frappant, la moitié de sa création de valeur reposant sur les exportations. Cela permet de produire massivement sans pour autant tenir compte du pouvoir d'achat dans le pays. C'est bon pour la conjoncture, d'aucuns ramassent de juteux bénéfices le tout reposant sur une redistribution des revenus au profit des dirigeants et des actionnaires.

C'est une fausse voie. Ce n'est pas sans raison que la politique allemande, alors qu'elle était encore un peu plus raisonnable, avait adopté en 1967 une loi de stabilité dont l'objectif économique et financier était de maintenir tant la stabilité des prix, qu'une croissance durable, et un plein emploi – sans oublier l'équilibre du commerce extérieur. Ce fut il y a bien longtemps et on semble l'avoir oublié, alors même que cette loi est toujours valable.

Le soutien étatique aux chômeurs n'a pas résolu les difficultés

La tentative de régler le problème du chômage de masse par les aides étatiques aux chômeurs a contribué – outre les énormes dépen-



(photo caro)

Le droit fondamental au travail

«Dans nos sociétés, tellement de choses dépendent des activités professionnelles que l'on devrait garantir à tous les citoyens le droit au travail. Le travail offre la possibilité de constater que l'on est utile à la société et de se respecter soi-même, mais aussi de mériter l'estime et la reconnaissance des autres citoyens, dans la mesure où l'activité est plus ou moins qualifiée et «précieuse». Le lieu de travail est un lieu d'apprentissage et d'expériences très important où nous déployons et mettons à l'épreuve nos facultés et où nous développons le sentiment de notre propre valeur, établissons des relations sociales et où, dans le meilleur des cas, nous trouvons le sens de notre vie, notre «vocation». En outre, le travail donne à notre existence une structure temporelle tout à fait souhaitée par certains. Seul le travail engendre son complément, le «loisir», si

appréciable. Il est donc compréhensible que la plupart des hommes, qui sont marqués culturellement par le travail industriel, préfèrent, encore pour le moment, être actifs, du moins à temps partiel.

Le droit fondamental au travail est surtout plausible quand on le considère comme un droit à participer à la société où règne une division complexe du travail et à être rémunéré. Alors il s'avère être un aspect essentiel des rapports humains et par là même de l'estime et de la reconnaissance, et pas uniquement une condition de l'affirmation de soi économique. Dans cette perspective, la possibilité de participer au processus social du travail acquiert la dimension d'un droit fondamental.»

Peter Ulrich,
Integrative Wirtschaftsethik,
2008, p. 303
(Traduction Horizons et débats)

ses militaires notamment des Etats-Unis – à la montée des dettes publiques dans presque tous les pays industrialisés, réduisant ainsi leurs marges de manœuvre dans la gestion des dépenses.

Il en résulte que si l'on veut résoudre le problème du chômage de manière sensée, il faut redonner du travail aux gens, un travail digne et capable d'augmenter le pouvoir d'achat dans le pays, accompagné d'une baisse des impôts pour la population – tout en veillant à ne pas voir baisser les revenus fiscaux – et en soulageant les systèmes sociaux publics.

Il est vrai que le plein emploi guérit beaucoup de plaies.

Le leurre des statistiques de l'emploi

On comprend l'importance du problème à résoudre en évitant de se fier aux statistiques officielles du chômage. L'Allemagne en est un exemple. En effet, le pays se présente officiellement comme s'il n'avait – au cours des deux années de crise – été touché que peu par le chômage, au contraire d'autres pays. Il est vrai que les chiffres officiels du chômage ont baissé, selon une dernière étude de l'OCDE de début juillet de cette année, passant de 7,9% au début de la récession à 7% aujourd'hui (état en mai 2010). Toutefois, cette étude met aussi le doigt sur l'ampleur de l'emploi partiel en Allemagne et surtout le sous-emploi par rapport aux pays de l'OCDE. En additionnant le tout, on arrive à 10 millions de personnes sous-employées (selon la «Neue Zürcher Zeitung» du 1^{er} juillet). C'est un nombre énorme qui présente les chiffres officiels sous un autre jour. Il faut ajouter à cela que l'Allemagne

a une grande masse de chômeurs de longue durée; 45% des chômeurs inscrits sont sans travail depuis plus d'un an. De plus, le nombre de travailleurs à très bas salaires a considérablement augmenté au cours des dernières 20 années. Nombreux sont ceux et celles qui ne peuvent vivre avec le salaire d'un seul emploi.

Le chômage structurel augmentera si on ne fait rien

Dans son étude, l'OCDE exprime son inquiétude de constater que le chômage structurel, et donc durable, augmentera dans les années à venir malgré la croissance économique – si la politique ne change pas de cap. Depuis le début de la crise, en 2007, le taux de chômage dans l'espace de l'OCDE a massivement augmenté: de 29 millions à 46 millions en 2010. Et ce ne sont que les chiffres officiels.

Si les alternatives consistent en misère ou en aide de l'Etat, c'est le choix entre deux maux. Toutefois, comment réussir à redonner un travail adéquat aux millions de chômeurs?

Remettre l'homme au centre du travail

Le «Rapport sur l'agriculture mondiale» a soumis une proposition pour le domaine de l'agriculture: engager le plus possible de travailleurs plutôt que de continuer à mécaniser l'activité agricole.

Dans la mesure où les économies nationales reviendront aux mains des peuples, il sera possible de redonner – dans les autres domaines de la création de richesses – une priorité au travail humain, là où il peut être effectué dans la dignité. Cela signifie de ne plus mettre au centre le rendement et la con-

currence désastreuse de diminution des coûts, mais bien de travailler de telle façon que toutes celles et tous ceux qui sont engagés dans ce travail retrouvent leurs droits et que la concurrence se contente de n'agir qu'au niveau de la qualité des produits ou des services. En jargon de métier: de *Shareholder-value* à *Stakeholder-value*!

Il faut agir d'urgence contre le chômage des jeunes

Il est particulièrement inquiétant de constater qu'un nombre important de jeunes gens sont victimes du chômage croissant. Dans la classe d'âge des 15-24 ans, le taux d'occupation, de fin 2008 à fin 2009, dans l'espace OCDE, qui se trouvait déjà à un bas niveau, a chuté de 8,4%. C'est le taux d'occupation le plus bas de tous les groupes concernés par le chômage.

Il faut cependant souligner que ces chiffres ne relèvent pas uniquement d'un manque d'offres d'emplois ou de formation. Malheureusement, un nombre grandissant de jeunes gens sont mal préparés à affronter la vie réelle. Il ne faut toutefois pas assombrir le tableau: néanmoins, dès lors que quelqu'un n'arrive pas à se maintenir dans la vie professionnelle, il ou elle ne cessera de se heurter à des difficultés. Le renforcement du chômage cause de plus en plus de difficultés. Les spécialistes du travail social expriment l'idée d'une espèce d'héritage de la marginalisation. Combien de temps la société pourra-t-elle le supporter?

Pour intervenir efficacement contre le chômage de masse, il faut éduquer nos enfants et nos jeunes de manière à ce qu'ils puissent affronter le monde du travail. Non pas pour en faire des sujets d'un «économisme» dominant, mais des personnalités matures. Ce ne sera possible que s'il y a une réflexion dans les domaines de l'éducation et de la pédagogie et qu'on en tire les conséquences.

Le droit au travail

L'article 23 de la «Déclaration des droits de l'homme», datant de 1948, déclare dans son premier paragraphe: «Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.»

Les années précédant la Seconde Guerre mondiale, lors de la crise économique mondiale, avaient montré quelles conséquences fatales pour les hommes du chômage et de l'absence de sens de leur vie.

On arrive à la fin de l'époque où le chômage de masse pouvait être dissimulé par les aides de l'Etat. C'est fort bien; en effet, cette «solution» manquait de dignité. Il faut maintenant du courage et de l'imagination pour rétablir le plein emploi, afin de redonner à des millions de personnes un travail qui ait un sens.

* En 1995 eut lieu le premier «State Of The World Forum» à l'Hôtel Fairmont, dans la ville de San Francisco. L'objectif de la rencontre était d'analyser l'état du monde, de fixer des objectifs souhaitables et les moyens de les atteindre, et de définir la politique globale utile à leur mise en œuvre. Les dirigeants réunis à San Francisco (Mikael Gorbachov, George H. W. Bush, Margaret Thatcher, Zbigniew Brzezinski, Vaclav Havel, Bill Gates, Ted Turner, etc.) sont arrivés à la conclusion que l'arrivée de la dénommée Société 20/80 (basée sur le principe de la «Loi de Pareto») est inévitable, celle dans laquelle le travail de 20% de la population mondiale sera suffisant pour soutenir la totalité de l'appareil économique de la planète. La population restante (80%) s'avèrera superflue, et, ne disposant pas de travail ni d'aucune forme d'occupation, nourrira une frustration croissante.

C'est ici qu'entre en jeu le «tittytainment», concept de Zbigniew Brzezinski, présenté lors de la réunion à l'Hôtel de Fairmont. Brzezinski a proposé le tittytainment, un mélange d'aliment physique et psychologique, pour endormir les masses et contrôler leurs frustrations et protestations prévisibles. Brzezinski définit le «tittytainment», comme une combinaison des mots anglais «tits» («seins» en jargon américain) et «entertainment» qui, dans aucun cas, ne doit être compris avec des connotations sexuelles, mais au contraire, comme allusif à l'effet endormant et léthargique que l'allaitement maternel produit chez le bébé quand il boit. [ndt.] (Source: www.wikipédia.org et www.mecanopolis.org)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €
ISSN 1662 - 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Crise de l'euro et démantèlement de l'Union européenne

par Jean-Claude Paye, sociologue, Belgique

La crise de l'euro résulte de l'attaque concentrée des agences de notations étatsuniennes *Standard & Poor's*, *Moody's* et *Fitch* contre la dette de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal.

L'abaissement des notes de ces trois pays par les agences américaines, surtout celle de la Grèce, reléguée dans la catégorie des investissements spéculatifs, est la conséquence d'une action concentrée. L'abaissement des notes fait suite à une série de décisions répétées et très rapprochées. Ces attaques ont été appuyées par l'appareil d'Etat US, notamment les déclarations alarmistes du conseiller économique du président Obama, ancien président de la *Réserve fédérale étatsunienne*, *Paul Volker* qui a parlé d'une future désintégration de la zone euro.

Offensive de soutien à l'économie et au budget des Etats-Unis

Cette offensive contre l'euro est d'abord une action destinée à ramener aux Etats-Unis les capitaux étrangers nécessaires à la couverture du déficit croissant de la balance financière des USA. C'est un signal d'avertissement à des pays comme la Chine qui avait commencé à rééquilibrer leurs réserves de devises en achetant de l'euro au détriment du dollar. Pour les Etats-Unis, il y a en effet urgence en la matière. Jusqu'en 2009, le financement de leurs déficits et la défense du dollar étaient assurés par un solde positif des flux financiers. Mais, durant cette même année, si le mouvement des capitaux reste positif, il ne parvient plus à compenser les déficits. Le solde devient négatif d'un montant de 398 milliards de dollars. A un niveau purement économique, l'offensive contre l'euro est de la même veine que la lutte contre la fraude fiscale, initiée par le

président Obama en 2009. Il s'agit de ramener les capitaux dans le giron des USA.

L'UE doit-elle disparaître au profit d'une union économique transatlantique?

Cette action tactique se double d'une opération stratégique, celle d'un mouvement de démantèlement de l'Union européenne au profit d'une union économique couvrant les deux continents, dont le projet de création d'un grand marché transatlantique est la manifestation la plus visible. C'est en fonction de ce deuxième objectif que l'on peut comprendre l'attitude de l'Allemagne qui, aussi bien au niveau de la lutte contre la fraude fiscale que celui de l'attaque contre l'euro, a fourni un appui à l'offensive étatsunienne. Cette double attitude est cohérente avec l'engagement privilégié de cet Etat européen dans la mise en place d'une union économique transatlantique.

Le rôle de l'Allemagne

L'Union européenne a été construite autour de l'Allemagne et structurée selon ses intérêts. Pays économiquement le plus performant au moment de l'installation du grand marché, il a pu, sans contrainte politique, sans gouvernement économique et transferts importants vers les zones défavorisées, faire jouer pleinement ses avantages économiques comparatifs. Jusque cette année, la zone euro absorbe les trois quarts des exportations allemandes. L'Allemagne, par les déclarations de ses responsables politiques et de ses banquiers, ainsi que par l'exhibition répétée de ses hésitations, a contribué à l'efficacité de l'offensive contre l'euro. Pour elle, les bénéfices de cette action sont immédiats. La baisse de la monnaie commune permet d'augmenter les exporta-

tions allemandes hors zone euro. De plus, ce pays peut financer ses propres déficits à meilleur compte. La crise et la fuite vers la qualité qu'elle engendre permet aux obligations allemandes de se placer avec un taux d'intérêt réduit.

L'UE à la croisée des chemins

Si, à terme, l'Allemagne donne l'impression qu'elle scie la branche sur laquelle elle est assise, c'est qu'elle a décidé de changer de branche et veut s'intégrer dans un ensemble plus large: le grand marché transatlantique. La «construction européenne» est à la croisée des chemins. Si jusqu'à présent, elle a permis un développement permanent de l'Allemagne. Ce processus ne peut plus continuer selon les mêmes modalités. L'UE ne peut sortir de la crise sans mettre en place un gouvernement économique gérant une politique économique commune, une harmonisation du développement et, pour cela, assurer des transferts financiers conséquents vers les pays et régions défavorisées. Cette gestion politique est en complète opposition avec le simple pacte de stabilité promu par l'Allemagne. La politique budgétaire de diminution accélérée des déficits réimposée au nom de ce pacte va se faire au détriment du pouvoir d'achat des populations et ne peut se réaliser sans une récession économique. La zone euro ne peut plus être le débouché privilégié des exportations allemandes. L'Allemagne a fait son choix: le grand marché transatlantique et le marché mondial.

Rembourser les banques au lieu de restructurer les dettes

Au lieu de restructurer la dette des pays défaillants, ce qui aurait mis les banques

à contribution, l'Europe a mis sur pied deux fonds d'intervention. Les 110 milliards d'euro d'aide à la Grèce, ainsi que les 750 milliards de prêts et de garanties ont pour objet de soumettre les pays receveurs aux conditions du FMI, dans lequel les USA ont la majorité des droits de vote. En cas de dépression ou même de stagnation économique, la politique de consolidation des dépenses publiques est vouée à l'échec. Les 750 milliards prévus d'aide serviront à rembourser les banques au détriment du pouvoir d'achat du contribuable et ce versement aux institutions financières augmentera d'autant la récession.

Voulons-nous une nouvelle construction américaine pour l'Europe?

La construction européenne a été imposée par les Etats-Unis qui, après la guerre, en ont fait une condition d'octroi des aides du *Plan Marshall*. Elle a été réalisée autour de l'Allemagne, dont les intérêts immédiats étaient complémentaires de ceux des USA. L'attaque contre l'euro et l'opération de démantèlement de l'Union européenne résultent aussi d'une offensive lancée par les USA et est également relayée par la première économie de l'ancien continent, ainsi que par les institutions de l'UE. La Commission et le Conseil confirment ainsi leur participation à la décomposition de l'Union et à son intégration dans une nouvelle structure politique et économique transatlantique sous direction US, un rôle déjà joué à travers les négociations des accords sur le transfert des données personnelles des citoyens européens vers les USA et celles qui ont pour objet la création d'un grand marché regroupant les deux continents.

«Nous demandons le retrait d'une directive de l'UE» Une directive de Bruxelles oblige les Etats membres à conserver les données Plaidoyer pour une protestation européenne

Entretien avec Rolf Gössner

Rolf Gössner est avocat, journaliste et vice-président de la Ligue internationale des droits humains. Il a été le premier à porter plainte contre la conservation des données de connexions devant la Cour constitutionnelle allemande.

A la fin juin, plus de 100 organisations et associations professionnelles de 23 pays de l'UE ont, dans une lettre ouverte, demandé à la Commission de l'UE d'abandonner définitivement tout projet de conservation des données.

Junge Welt: La directive prévoit que toutes les données de connexions seront conservées pendant six mois (Qui a téléphoné à qui et combien de temps? De quel téléphone portable l'appel a-t-il eu lieu? Qui envoie des courriels électroniques à qui?) La Cour constitutionnelle a mis fin à cela en mars 2010. Quels sont les inconvénients de son arrêt?

Rolf Gössner: On n'a écarté que provisoirement les risques impliqués par les données conservées. Toutes les données accumulées jusqu'ici ont dû être effacées parce que les bases juridiques du droit allemand étaient contraires à la Constitution allemande. Mais la Cour n'a pas interdit la conservation de données en général; elle les autorise à certaines conditions strictes.

Le Bundestag peut désormais adopter une nouvelle loi qui, elle, mettra en œuvre la directive européenne qui oblige d'une part les Etats membres à conserver les données, et d'autre part tient compte des conditions posées par la Cour constitutionnelle. C'est le vœu de la CDU/CSU mais le FDP hésite, comme c'est trop souvent le cas. Or les problèmes fondamentaux seraient les mêmes: On pourrait, sur la base des données, réaliser des

profils de déplacements des personnes, leurs contacts commerciaux pourraient être reconstitués et l'on pourrait identifier des relations amicales. Cela constituerait une menace pour la liberté de communication et la vie privée, et également pour le secret professionnel des avocats, des journalistes, des médecins ainsi que pour les relations de confiance entretenues avec certaines institutions de conseil.

En outre, on ne voit pas bien comment les opérateurs de télécommunications pourraient protéger la sécurité des données. Là où de nombreuses données sont enregistrées, les convoitises de personnes ou d'institutions non autorisées augmentent. On peut toujours faire un usage abusif des données, d'où notre démarche. Nous demandons le retrait de la directive européenne.

La transmission des données enregistrées n'est possible qu'à la suite d'une décision du juge. Cela ne vous suffit-il pas?

Non. D'une part parce que le risque d'usage abusif des données ne peut pas être maîtrisé et d'autre part parce que l'expérience et les études scientifiques montrent que les juges compétents ne sont pas capables d'enrayer les intrusions dans la vie privée. Cela se manifeste surtout lors des écoutes policières. Les juges ne peuvent s'appuyer que sur les pièces à conviction de la police qui sont unilatérales. S'ils veulent rejeter une demande, ils doivent le justifier, ce qui représente beaucoup plus de travail que d'accepter une demande. Et il n'existe pas de contrôle du processus comportant l'obligation de faire un rapport. Dans le procès contre le groupe présumé terroriste «Militante Gruppe», les juges d'instruction avaient donné leur aval aux demandes du Parquet. En mars dernier, la Cour de justice fédérale a déclaré que les mesures de surveillance

étaient illégales parce que les présomptions étaient insuffisantes.

Le recensement de 2011 obéit aussi à une directive de l'UE. Pourquoi trouvez-vous ce projet inquiétant?

A la différence des recensements antérieurs, le recensement de 2011 puise des informations personnelles à de nombreuses sources mais sans le consentement des personnes concernées. Ainsi on collecte des données auprès des bureaux de déclaration de domicile, des cadastres et de l'Agence fédérale pour l'emploi, ainsi qu'à des «sources accessibles à tout le monde». En outre, jusqu'à un tiers des citoyens seront obligés de répondre à des questions sur leur vie privée.

Grâce à des informations détournées de leur objectif initial issues de banques de données diverses, enrichies des données sensibles de questionnaires obligatoires, on établira des profils personnels. Il en résultera une collection de données importantes, cette fois centralisées, vulnérables à une utilisation abusive. Ainsi le recensement de 2011 viole le droit fondamental à l'autodétermination des informations. C'est pourquoi le groupe de travail «Conservation des données» a prévu une plainte constitutionnelle qui sera déposée à la mi-juillet (www.zensus11.de) et qui a déjà été soutenue par plus de 10 000 personnes.

Une autre demande de Bruxelles consiste dans le programme de surveillance SWIFT.

Cet exemple montre avec quelle rapidité le FDP a perdu sa «réputation» de parti des droits civils. A la fin de l'année dernière, le gouvernement fédéral noir-jaune a adopté l'accord sur les données bancaires entre l'UE et les Etats-Unis – combattu par le FDP – et a, après un veto spectaculaire du Parlement

européen, approuvé récemment une nouvelle version améliorée. Selon cet accord, les autorités de surveillance américaines, dans le cadre de la «lutte commune contre le terrorisme», obtiennent l'accès à des millions de données extrêmement sensibles concernant des détenteurs de comptes et des virements bancaires, accord comportant de graves insuffisances en matière de droit à la protection des données. Le 8 juillet, le Parlement européen a accepté l'accord malgré ses défauts.

La directive européenne sur la surveillance des communications montre que Big Brother étend ses ramifications partout en Europe. Qu'en est-il du mouvement de défense des droits civils? Les politiques de la justice, de l'intérieur et de la défense doivent être de plus en plus coordonnées aux niveaux européen et national. Malheureusement, il n'existe pas de mouvement européen des droits civils correspondant, mais on observe des avancées dans ce sens, comme le *Réseau européen des libertés civiles* (www.ecln.org). Nous avons un besoin urgent d'europaniser le mouvement des droits civils parallèlement à l'internationalisation des mouvements sociaux. S'ils s'associaient, ils pourraient augmenter leurs chances d'efficacité. En outre, l'UE n'est pas monolithique. Ainsi certains fonctionnaires européens ont fait connaître leur volonté d'examiner la directive européenne sur la conservation des données, voire de la remettre en question. Il s'agit de renforcer ces approches.

C'est à cela que servira notamment la grande manifestation qui aura lieu le 11 septembre prochain à Berlin sous la devise «La liberté plutôt que la peur» (www.freiheit-statt-angst.de).

Source: *junge welt* du 7/7/10
(Traduction *Horizons et débats*)

Le cyberbulling est en augmentation. Que puis-je faire?

par Hajo Michels

hd. La Prévention Suisse de la Criminalité (PSC) entretient un site internet sur lequel elle met à disposition des informations sur de nombreux sujets d'actualité. Sur mandat de la Conférence des Chefs des Départements cantonaux de Justice et Police (CCDJP) elle a par exemple conçu un plan de mesures «Les jeunes et la violence» et elle met à disposition des documentations sur des sujets tels que l'emploi de l'Internet, le harcèlement, la pornographie enfantine et de nombreuses autres questions. Le texte ci-dessous traite d'une forme de violence relativement récente, le cyberbulling. La bande vidéo de 6 minutes mentionnée en fin d'article ne sert pas seulement d'information et de sensibilisation aux parents et aux éducateurs, mais offre aussi l'occasion de discussions dans des classes et des groupes de jeunes.

Le terme anglais «cyberbulling» désigne le harcèlement, les attaques et les menaces morales proférées par des enfants et des adolescents envers des enfants et des adolescents en utilisant Internet ou des téléphones mobiles. Plus précisément, les jeunes auteurs de cyberbulling créent des montages photos et vidéos humiliantes mettant en scène leurs victimes pour les diffuser sur Internet ou envoyer via SMS et MMS. Pour torturer moralement et pousser à bout leurs jeunes victimes, ils vont même jusqu'à faire circuler des images très embarrassantes, voire inventent des portraits pas très nets qu'ils mettent en ligne sur des sites communautaires. Les victimes de telles attaques souffrent souvent de dépression et de perte de confiance en eux entraînant également des conséquences néfastes sur leurs résultats scolaires.

Il semblerait que l'anonymat «supposé» du média Internet facilite la tâche à certaines personnes faibles qui en profitent pour diffamer et harceler des jeunes qui leur semblent encore plus faibles qu'eux. Or il faut savoir que la technologie moderne en matière de stockage des données utilisée par les fournisseurs d'Internet permet aussi de retrouver les auteurs de ce type d'harcèlement puisque chaque utilisateur d'Internet laisse des traces. C'est pourquoi, les victimes de cyberbulling qui se confient, peuvent réellement trouver de l'aide et contribuer ainsi à retrouver les auteurs afin de les punir de leurs actes.

Dans les pays anglophones, le cyberbulling est un sujet grandement médiatisé, tandis qu'en Suisse il ne fait la une que de temps à autre. Cependant, le cyberbulling est aussi en augmentation chez nous et selon le leitmotiv «mieux vaut prévenir que guérir», la Prévention Suisse de la Criminalité souhaite faire passer quelques conseils.

A l'attention des parents – d'une victime de cyberbulling

- Soyez attentifs si jamais votre enfant souffre de brusques changements d'humeur et de comportement et si ses résultats scolaires baissent de manière anormale.
- Dites-lui que vous êtes de son côté et qu'il peut vous faire confiance.
- Et dites-lui aussi que vous pouvez l'aider si jamais il se faisait harceler par d'autres jeunes.

A l'attention des parents – d'un(e) auteur de cyberbulling

- Par principe, vous devez expliquer à votre enfant qu'il ne doit pas participer à de tels actes d'harcèlement.
- Selon le leitmotiv: «Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse!».

A l'attention des victimes de cyberbulling

- Tiens compte du fait que tu n'es pas totalement sans défense.
- Il y a toujours quelqu'un à qui tu peux te confier: parents, grands-parents, frères et sœurs, autres proches, enseignants, coaches, pasteur/curé, assistante sociale à l'école, etc.
- Si tu te défends et que tu en parles à quelqu'un, il est fort probable que l'auteur de cyberbulling soit obligé(e) de rendre des comptes pour ses actes et n'oublies surtout pas: tout délinquant sur Internet laisse des traces qui permettent de le retrouver!

A l'attention des auteurs de cyberbulling

- Soyez conscients que les outils informatiques utilisés par la police permettent de retrouver quasiment tous les malfaiteurs,
- qu'il est facile de retrouver l'expéditeur d'un SMS ou d'un MMS; de même pour les blogs ou les vidéos sur YouTube, grâce à l'adresse IP de l'ordinateur,
- que les violences physiques, les menaces, l'harcèlement moral ou sexuel ne sont pas tolérés et peuvent conduire à des poursuites judiciaires,
- puis, n'oubliez jamais: «Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse!»

Un portrait particulièrement touchant d'une victime de cyberbulling est disponible sur digizen.org. La vidéo dure 6 minutes et bien qu'en anglais, le message est facile à comprendre. www.digizen.org/cyberbullying/full-film.aspx

Source: www.skppsc.ch/blog_fr/index.php/weblog/2008/03/



Un des puits creusés par l'organisation suisse d'aide au développement au Mali. «La Confédération suisse a toujours une bonne renommée à l'étranger, en tant qu'intermédiaire, en lieu d'asile des droits de l'homme, en berceau de la Croix-Rouge.» (photo Helvetas/M. Schade)

Courrier des lecteurs

Engagement civil au lieu d'engagements à l'étranger

Selon le dernier *Rapport sur la politique de sécurité*, que le Conseil fédéral a rendu au Parlement fin juin, la capacité de la promotion de la paix militaire doit être augmentée. On prévoit un doublement, c'est-à-dire que 500 à 600 soldats de la paix seront engagés à l'avenir. Il faut se poser la question: Est-ce que cela a un sens que la petite Suisse s'engage militairement à l'étranger? Ne serait-ce pas préférable que notre pays reste neutre et s'engage civilement? La Confédération suisse a toujours une bonne renommée à l'étranger, en tant qu'intermédiaire, en lieu d'asile des droits de l'homme, en berceau de la Croix-Rouge. Le siège du Comité international de la Croix-Rouge est à Genève. Notre pays est l'Etat dépositaire des *Conventions de Genève*. On ferait mieux de s'engager d'avantage dans ces domaines. La Suisse pourrait également augmenter son engagement dans le domaine de l'aide au développement. Aujourd'hui, la Suisse utilise 0,44% de son produit national brut pour l'aide au développement et se place ainsi en dessous des 0,7% que l'ONU demande.

Selon *Sipri*, les dépenses militaires mondiales s'élevaient en 2009 à 1531 milliards de dollars américains. Depuis 2008 ces dépenses ont augmenté de 6% et depuis 2000 de 49%, toujours selon *Sipri*. Il y a quelques années, la relation entre les investissements en armement et l'aide au développement était de 9 contre 1. Comme beaucoup d'Etats déclarent l'aide militaire comme aide au dévelop-

pement, la relation entre les dépenses pour l'armement et l'aide au développement est encore plus prononcée.

Tout en renforçant la peur des populations face aux islamistes et terroristes, le complexe militaro-industriel pousse au réarmement.

Le 19 juin 2009, la radio britannique *BBC* a déclaré qu'officiellement 1 milliard de personnes souffrent de la faim. Soit environ un habitant sur sept dans le monde. Chaque année, environ 8,8 millions de personnes meurent de faim, avant tout des enfants. Cela fait un mort toutes les trois secondes.

Selon *Unicef*, le monde pourrait couvrir les besoins fondamentaux de tous les hommes, si on y mettait seulement 70 à 80 milliards de dollars – ce qui représente 5% des dépenses militaires mondiales.

Presque aucun des pays économiquement développés n'a atteint le but de l'ONU qui demande 0,7% du produit national brut (PNB) pour l'aide au développement. Cependant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Angleterre remplissent le monde de matériel de guerre. D'autres Etats industrialisés notamment l'Allemagne, l'Italie, Israël et le Brésil y participent. Pourquoi le Pakistan, l'Inde et l'Afrique du Sud ont-ils besoin de sous-marins, pourquoi le Brésil, l'Argentine, la Grèce et la Turquie?

H. Frei, Zurich

Aider sans jouer le héros

La police du Bade-Wurtemberg affiche 100 000 panneaux pour l'action «Aktion-tu-was» – une initiative pour davantage de courage civique

Le sujet est toujours d'actualité: un homme est, sous les yeux des autres, molesté, menacé, voire même battu - et beaucoup de gens détournent leur regard. Dans ces cas-là, le courage civique est nécessaire. La règle principale est cependant d'agir avec prudence. Ce que chacun peut faire est résumé sur une nouvelle affiche, créée par la police: Cette composante de l'action en cours depuis 2001, «Aktion-tu-was» (Fais quelque chose!) remise à jour pour la campagne d'affichage, imprimée à 100 000 unités et distribuée à l'échelle nationale dans les services de police. L'affiche invite les citoyens à s'entraider avec «Six règles en cas d'urgence», sans se mettre en danger.

«Personne ne doit rester indifférent quand autrui est menacé ou battu, ou quand on devient témoin, par exemple, de vandalisme dans les lieux publics, dit *Wolf Hammann*, président de la Prévention de la criminalité de la police des Länder et de la Fédération et chef de la police de Bade-Wurtemberg. «Tout le monde devrait agir de façon responsable et être conscient que chacun pourrait se retrouver dans une situation similaire. Pourtant il suffit parfois juste de demander de l'aide par le biais du téléphone portable, afin d'éviter le pire, ou encore soigneusement mémoriser la description des agresseurs.

Encourager la participation accrue des citoyens dans les espaces publics est l'objectif de l'«Aktion-tu-was» de la prévention contre la criminalité de la police. Ainsi elle explique à

la population que, souvent, il suffit de peu de choses pour que l'aide soit efficace dans les situations d'urgence. Mais il n'y a pas de recettes miracles. Pour que celui qui aide ne devienne pas lui-même victime, il est important d'évaluer la situation correctement et d'avoir toujours sa propre sécurité en vue.

Six règles pour aider en cas d'urgence

- Je cours au secours sans me mettre en danger.
- Je demande de l'aide aux autres de manière active et directe.
- J'observe attentivement et retiens les signes particuliers des agresseurs.
- J'organise de l'aide en composant le numéro d'appel d'urgence 110 (Allemagne).
- Je prends soin des victimes.
- Je me présente en tant que témoin disponible.

Les conseils principaux de l'action «Aktion-tu-was» sont également disponibles sous forme de cartes info. Un dépliant d'accompagnement explique en détail comment les particuliers peuvent venir en aide dans des situations dangereuses ou de crimes sans se mettre en danger. Pour de plus amples informations veuillez consulter www.aktion-tu-was.de

Source: Communiqué de presse de la Polizeiliche Kriminalprävention du 6/2/10

Information sur la prévention de la criminalité pour les journalistes en un clic: www.polizei-beratung.de/presse (Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich



«Les enfants jouent le quotidien des adultes. Ils ne distinguent pas le jeu du travail. Ce sont les adultes qui font cette distinction. Les enfants jouent en travaillant et travaillent en jouant. Ils veulent participer, contribuer et avoir une signification.» (photo caro)

A propos des jeux d'enfants

par Dieter Sprock

Les enfants aiment jouer. Pas seulement les enfants des hommes. A chaque occasion qui s'offre pour observer le jeune être, on est frappé par sa joie de vivre, sa joie de bouger et de découvrir le monde et d'expérimenter de nouvelles choses. Qui ne connaît le jeu de jeunes chiens, quand ils se courent après, qu'ils zigzaguent, qu'ils s'arrêtent soudain, qu'ils regardent ce que l'autre fait et recommencent à courir, ou bien les sauts exubérants des petits veaux sur la prairie...? Nos enfants aussi aiment jouer et bouger, quand leur joie de vivre n'a pas été enrayée par une éducation erronée.

Une culture de consommation et de jeux, artificielle pour les enfants

Il existe de nos jours un marché gigantesque qui approvisionne nos petits et grands avec tous les jouets possibles: en partant des simples hochets et maracas en plastique pour les tout petits, passant par les poupées de mode sorties d'un studio de design, les rollers, les trottinettes et planches à roulettes avec les parcs correspondants et la tenue appropriée comme les casquettes, les

pantalons et les chaussures et jusqu'aux téléphones portables, vidéos, jeux informatiques et tueurs. Chaque jour une nouveauté vient s'y ajouter.

Une armée de stratèges de marketing, entraînés psychologiquement, développent constamment de nouveaux produits et tentent de faire marcher le commerce par des méthodes toujours plus raffinées. On provoque toujours plus de convoitises. La publicité agressive à la télévision et sur Internet, dans les films et les magazines de jeunes, s'adresse directement aux enfants, qui font alors pression sur leurs parents. Dans les magasins, on place les articles pour enfants ainsi que les sucreries de telle manière qu'ils butent dessus. La publicité spéculé sur le fait que les parents craignent un conflit devant tout le monde, et cèdent.

De nombreux parents bien intentionnés croient que leurs enfants ont besoin de tous ces jouets pour être heureux et qu'ils leur font plaisir quand ils cèdent à leurs désirs. Cela touche souvent aussi des familles plus pauvres, souvent étrangères, qui admirent le surflu de la société de consommation occi-

dentale et veulent y faire participer leurs enfants, au moins un peu. Les enfants n'en seront pas plus heureux. Au contraire. L'artificielle culture de consommation et de jeux d'enfants produit des enfants mécontents qui convoitent constamment des produits nouveaux et encore plus chers, afin d'acquiescer du prestige parmi leurs camarades du même âge. On admire celui qui possède les produits les plus récents et les plus chers. Les enfants qui ne participent pas à cette bataille matérielle sont exclus et harcelés; un grand problème dans beaucoup d'établissements scolaires.

Actuellement, cette frénésie d'achats atteint une telle dimension qu'ils dépassent le budget de nombreuses familles et c'est devenu un réel problème.

Des parents résistent

Encouragés par des entretiens avec des amis, des voisins et d'autres parents du quartier qui souffrent aussi de la consommation de divertissement, beaucoup de parents ont décidé de ne simplement plus laisser l'abus de la consommation aux mains de leurs enfants. Ils se sont mis ensemble et ont développé des idées originales: il y a des familles qui ont fait disparaître la télé; elle est simplement tombée en panne. Depuis, la vie de la famille s'est améliorée de façon radicale. Les parents passent plus de temps ensemble et avec leurs enfants. On bavarde de nouveau autour de la table familiale, les parents font la lecture à leurs enfants, jouent avec eux et leur parlent: c'est un vrai plaisir. D'autres ont décidé de ne plus emmener leurs enfants dans les centres commerciaux. Ils ne veulent pas les éduquer à devenir des consommateurs imbéciles. Ils font de nouveau des randonnées et montrent aux enfants les beautés de la nature. Ainsi, ils donnent la meilleure réponse à l'hypercommercialisation des jeux d'enfants.

Les enfants ne font pas la différence entre jeu et travail

Les enfants jouent aux adultes. La petite fille parle avec sa poupée comme sa mère lui parle, avec les mêmes mots et sur le même ton. Elle fait les courses et la cuisine, la lessive et les gâteaux de la même manière que sa mère. En jouant, le garçon est enseignant, conducteur de locomotive, maçon ou menuisier comme son père. Avec une chaise, il fait une locomotive; avec une couverture par-

dessus, une tente. Des passagers imaginaires montent et descendent et le conducteur contrôle les billets. Un petit morceau de bois est une fois un bateau, une autre fois une voiture ou un avion qui permet les voyages les plus magnifiques. La fantaisie enfantine ne connaît pas de limites.

On n'a pas besoin de tout ce fourbi produit par l'industrie des jouets. En comblant les enfants de jouets, nous étouffons leur créativité propre, nous les excluons en même temps du monde réel et nous les préparons à ce style de vie infantile qui caractérise notre société de consommation occidentale, dans laquelle le «shopping» constitue le sens de la vie pour bien des gens.

Les enfants jouent le quotidien des adultes. Ils ne distinguent pas le jeu du travail. Ce sont les adultes qui font cette distinction. Les enfants jouent en travaillant et travaillent en jouant. Ils veulent participer, contribuer et avoir une signification. A ce sujet, il existe un film suisse impressionnant intitulé «Bergauf, Bergab». Il décrit la vie d'une famille de paysans de montagne et la manière dont elle réussit à intégrer deux jeunes garçons dans les travaux quotidiens.

Inclure les enfants dans les travaux quotidiens

Les enfants possèdent toutes les qualités nécessaires pour devenir de bons partenaires. Et nous les adultes, nous avons le devoir de bien réfléchir à quoi nous voulons les éduquer. Le monde a besoin de toute urgence d'individus qui sont capables d'aborder les tâches qui se présentent, en tant qu'êtres humains et de citoyens, et de contribuer à leur solution. Nous ne pouvons pas nous permettre plus longtemps de dorloter nos enfants jusqu'à ce qu'ils deviennent incapables d'assumer leur vie et que leurs pensées ne tournent plus qu'autour de la satisfaction de leurs propres désirs, ou qu'ils imposent égoïstement et sans égards leurs intérêts éphémères aux autres. Si nous voulons renforcer la solidarité entre les hommes, nous devons faire en sorte que les enfants préservent leur joie de vivre et qu'ils développent une puissance créatrice qui sert alors le bien de la communauté.

Les enfants s'orientent naturellement sur leurs parents. Ils veulent grandir et devenir adultes. Nous ne leur disons pas qu'ils doivent apprendre à marcher. Ils s'entraînent inlassablement par leur propre impulsion. A peine l'enfant peut-il marcher, qu'il veut déjà porter le vase de valeur; et il le fait avec grand soin quand on lui en donne l'occasion et qu'on le guide.

Les filles veulent devenir comme leur mère et les garçons comme leur père. Les mères et les pères doivent remplir leur place en tant que personnalités adultes afin que leurs enfants puissent s'orienter sur eux. L'idéologie qui veut éliminer les différences entre hommes et femmes et qui exige qu'on se mette au niveau de l'enfant est erronée. Les enfants ont besoin de modèles adultes et d'une éducation aimante et adulte. Des parents qui reportent sur leurs enfants les impressions non assimilées de leur propre enfance et leur propre pitié de soi et qui veulent leur assurer pour de fausses raisons une meilleure enfance, ne peuvent être des guides.

Quand les parents intègrent leurs enfants lors de l'énoncé de l'emploi du temps de la journée, cela a des effets positifs. Même les petits enfants sont capables d'aider et ils le font volontiers. «On peut débarrasser la table du petit déjeuner ensemble. Après, je dois écrire une lettre. Pendant ce temps, tu peux continuer à construire ta tour. Ensuite, on prend un bon casse-croûte. Tu peux m'aider à préparer le repas. Tu peux donner à manger au chat. Cela, tu peux le faire tout seul. Il aime toujours quand tu lui donnes son lait.» C'est ce genre de messages que la mère peut donner à son enfant pour la matinée.

Quand les enfants collaborent, il se peut qu'au début certaines choses prennent plus de temps. Mais qu'est-ce que ça peut faire si l'on réussit à en faire de bons partenaires? Les enfants, qui tout petits sont habitués à assumer des tâches, se sentent faire partie de la communauté. Leur contribution leur donne de l'importance au sein de celle-ci et les prépare à assumer leurs devoirs de manière responsable quand ils seront devenus des citoyens adultes.

Europäische Arbeitsgemeinschaft



Mut zur Ethik

Congrès «Mut zur Ethik»
du 3 au 5 septembre 2010 à Feldkirch, Autriche

Inscription et contact:

Bureau du congrès «Mut zur Ethik»
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57
E-Mail: mze@cyberlink.ch